



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

13-01-2016

Au secours du capitalisme

L'initiative était prévue de longue date, le patronat et le gouvernement attendaient le moment opportun pour la lancer. C'est fait, le Journal du dimanche (JDD) du 10 janvier consacre toute sa 1^{ère} page à annoncer la publication de la lettre ouverte des patrons au Président. Toujours en 1^{ère} page, il souligne que les grandes organisations de chefs d'entreprises réclament « une loi d'urgence audacieuse et un nouveau contrat de travail plus ample ».

Dans les pages 2 et 3 figure le texte de la lettre signée par les représentants de la grande majorité des entreprises dont GATTAZ et bien d'autres. Ces représentants du capital veulent « l'adoption d'une loi d'urgence pour **mettre en œuvre dès le 1^{er} trimestre 2016 plusieurs mesures essentielles qui constitueraient un 1^{er} train de mesures, un socle minimal** ». C'est ainsi qu'un salarié pourrait être licencié si le chiffre d'affaires de l'entreprise est en baisse ou s'il (le salarié !) ne remplit pas certains objectifs. GATTAZ estime que « le risque de contentieux bloque les créations d'emplois », d'où la limitation sévère des droits des tribunaux de prud'hommes, voire leur suppression.

Le lendemain de l'article du JDD, c'est au tour du « Figaro », de reprendre presque mot pour mot ce qu'on a pu lire la veille. « Les patrons réclament un contrat de travail plus souple, ils appellent à un plan d'urgence audacieux ». Sous le titre « des licenciements facilités » le journal souligne que le patronat « détaille une première série de mesures rapides à mettre en œuvre » comme la

mise en place d'un « contrat de travail agile, plus souple en matière de licenciement » etc.

La presse écrite, les radios, les télévisions, tous les grands moyens d'information au service du capital ont enchaîné dans le même sens, tous réclament la mise en route de ce « plan d'urgence audacieux ». **Le patronat veut qu'une « loi d'urgence » intervienne dès janvier ou février. Ce qui signifie qu'ils vont tenter dès aujourd'hui, directement avec l'aide de leur gouvernement socialiste, d'appliquer ce qu'ils ont prévu** concernant l'emploi et les licenciements, la réduction des salaires, une attaque violente contre les droits des travailleurs.

Ils veulent aller très vite et se préparent à frapper très fort.

Ils espèrent pour cela compter une fois de plus sur le soutien des dirigeants syndicaux, ceux de la CFDT en particulier.

Mais le mécontentement a beaucoup grandi dans tout le pays et les travailleurs réagissent plus fortement. La période qui s'ouvre va être une période de luttes que le patronat et les dirigeants politiques à son service envisagent déjà.

C'est pourquoi on voit dès maintenant se mettre en place, non sans grandes difficultés, une nouvelle alliance politique destinée à remplacer Hollande dont personne n'est certain qu'il puisse tenir jusqu'à la fin de son mandat de Président.

Le journal « Libération » encore lui a donné le ton. Sous le titre « Pour une primaire à gauche » on peut lire le texte d'un appel sous le titre : « Notre système politique est bloqué » (original, non ?). Parmi les initiateurs et premiers signataires on trouve... Cohen-Bendit, Picketti économiste, Wieviorka sociologue, Romain Goupil cinéaste etc.

Venons-en à ce texte pour constater que le mot capitalisme et tout ce qui s'y rattache comme les grands groupes qui dirigent le pays, ces mots n'y figurent pas une seule fois ! On y trouve par contre des banalités du type « Nous refusons la passivité » « Nous voulons du contenu, des idées, des échanges exigeants », « l'objectif n'est pas d'être d'accord à minima mais d'être créatifs de manière variée ». Un nouveau trompe l'œil, rien de sérieux dans tout ça !

Une fois de plus on prépare une relève au gouvernement actuel sans toucher à ce qui est de très loin l'essentiel, le pouvoir des monopoles capitalistes. Une fois de plus c'est : « Que faut-il changer pour que rien ne change ».

Dans le prochain numéro nous rappellerons les propositions de notre Parti pour une véritable alternative dans notre pays.